

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: République démocratique du Congo
TYPE DE RAPPORT: Semestriel
PERIODE DE RAPPORT: 10 décembre 2019 – 15 juin 2020

Titre du projet: Appui aux ex-combattants et communautés dans le cadre des démobilisations spontanées par des initiatives de réinsertion socioéconomique et de justice transitionnelle au Kasai et dans le Tanganyika en RDC.

Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/COD/B-7, Identifiant du projet : 00119151.

Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):

Fonds fiduciaire pays
Fonds fiduciaire régional

Nom du fonds fiduciaire: MPTF

Type et nom d’agence récipiendaire :

RUNO ¹ , Programme des Nations Unies pour le Développement (Agence coordinatrice) (PNUD)
 RUNO, Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l’Homme (BCNUDH)
 RUNO, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Date du premier transfert de fonds: 10/12/2019

Date de fin de projet: 09/12/2021

Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Non

Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:

- Initiative de promotion du genre
 Initiative de promotion de la jeunesse
 Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget PBF total approuvé:

Agence récipiendaire	Budget
PNUD	\$ 3 092 656,31
BCNUDH	\$ 1 063 580
OIM	\$ 1 843 764,08
TOTAL :	\$ 6 000 000

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **0,4%** (voir le rapport financier de juin 2020)

Budgétisation sensible au genre :

Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **1 860 000 USD (31%)**

¹ RUNO: Recipient United Nations Organization / Organisation récipiendaire onusienne

Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : **0 USD**

Marquer de genre du projet : 2²

Marquer de risque du projet : 1³

Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »): 1.3⁴

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Equipe PNUD, OIM et BCNUDH

Rapport approuvé par: Représentant Résident Adjoint au Programme du PNUD (Laurent Rudasingwa)

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui (Sophie Aloe, Point Focal PBF, Bureau Intégré de la MONUSCO)

² Score 3 : pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 : pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 : pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

³ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats; 1 = risque moyen pour la réalisation des résultats; 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats.

⁴ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique; (2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits; (3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux ; (4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF.

Partie 1 : Progrès global du projet

Le projet a officiellement démarré le 21 novembre 2019 à la suite de la signature du Document de Projet lors du Comité Local d'Approbation de Projet organisé à Kananga. Le transfert des fonds a été effectué au mois de décembre 2019. L'Equipe du Projet s'est concentrée sur les actions suivantes durant la période du rapport :

- La tenue des ateliers participatifs de planification organisés afin d'élaborer un plan de travail annuel provincial tenant compte des spécificités contextuelles. Le plan de travail annuel global a été validé au Comité de Pilotage du 4 mars 2020 ; Cette étape a permis de bâtir des synergies avec les autorités provinciales propices à la mise en œuvre du projet ;
- Une mission conjointe PNUD/BCNUDH/OIM effectuée dans la province, qui a permis de présenter officiellement le projet et de sensibiliser des acteurs provinciaux. Cette étape était cruciale pour améliorer et renforcer la réceptivité institutionnelle et sociale du projet dans la province ;
- La redynamisation du dialogue sur les problématiques de justice transitionnelle, de réparations et de réintégration socioéconomique d'ex-miliciens avec les autorités provinciales ;
- L'initiation d'un processus de dialogue avec les autorités provinciales pour identifier des sites d'intervention ;
- Le lancement du processus de contractualisation avec les partenaires de mise en œuvre.

En raison de la pandémie COVID-19, les activités sont en veilleuse. Un plan de contingence sera communiqué à cet effet.

Principaux événements prévus au cours des six prochains mois :

Dans les six prochains mois, le projet appuiera :

- Les processus provinciaux de justice transitionnelle via l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites, la réalisation de consultations populaires sur les besoins de justice (état des lieux et collecte de données), la sensibilisation des acteurs provinciaux sur la justice transitionnelle et l'établissement de Commission Provinciale Vérité et Réconciliation ;
- Deux études anthropologiques portant sur les mécanismes alternatifs de règlement des conflits et les peuples autochtones ;
- La diffusion via les radios communautaires de programmes spécifiques subséquents à la formation des journalistes pour promouvoir la paix ;
- La mise en œuvre de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) par les ONG partenaires (dont un mapping est existant) qui commenceront après l'identification des infrastructures communautaires et la sélection des bénéficiaires directs, ce qui permettra aux communautés de bénéficier des fruits de la redynamisation de l'économie locale et d'un accès amélioré aux services sociaux de base.

Impact du projet :

A ce stade, la réceptivité institutionnelle et sociale du projet a été renforcée. Les autorités considèrent le projet comme une opportunité pour soutenir le processus de la consolidation de la paix dans la province. Le Gouverneur du Kasai Central a affirmé que : « La Province assiste à des mouvements de démobilisation spontanée depuis 2019. C'est le signe que la paix est une demande sociale partagée par tous les fils et toutes les filles de la province. L'action de ce projet permettra à mon Gouvernement de renforcer cette quête de la paix et de la sécurité et de bâtir sur les acquis démocratiques en cours dans l'ensemble du pays ».

Les problématiques de consolidation de la paix et de développement nécessitent une réponse holistique et rapide. Le projet offre des fenêtres d'opportunités pour adresser les violences du passé tout en apportant une réponse au mouvement de démobilisation et contribuer ainsi au renforcement de la cohésion sociale intra- et intercommunautaire. Ce projet soutient aussi les autres interventions sectorielles en raison de son impact sur la dynamique sécuritaire dans la province.

Le projet capitalise aussi sur les résultats obtenus dans le cadre du projet PAJURR, notamment relatifs au processus de justice transitionnelle lancé depuis 2018 dans le Kasai Central et entend développer des dynamiques spécifiques selon les logiques prégnantes dans les autres zones d'interventions.

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Résultat 1: Les mécanismes de justice transitionnelle (droit à la vérité, droit à la justice, droit à la réparation et garanties de non répétition) sont rendus opérationnels et/ou renforcés dans les localités ciblées.

Etat actuel des progrès du résultat: **OFF TRACK**

Résumé de progrès:

Le projet appuie les processus provinciaux de justice transitionnelle et s'inscrit dans une approche long terme qui nécessite de nombreuses actions préliminaires et de plaider pour garantir son appropriation.

Pour la lutte contre l'impunité des crimes internationaux, le projet capitalise sur les stratégies provinciales de priorisation des poursuites définies en juillet 2019 pour le Kasai Central (incluant la province du Kasai, selon la carte judiciaire) et en décembre 2019 pour le Tanganyika au cours d'ateliers de priorisation inclusifs avec les autorités judiciaires militaires et civiles provinciales et nationales selon une méthodologie précise et des critères objectifs. Au total, 14 dossiers prioritaires pendants devant les juridictions militaires sont identifiés pour le Kasai Central et Kasai, dont 10 dossiers prioritaires en phase pré-juridictionnelle, 2 en fixation et 2 en cours de procès. Au Tanganyika, 5 dossiers prioritaires sont en instruction par les

juridictions militaires; des dossiers instruits par le Parquet Général pourraient également être intégrés. Le projet appuie les juridictions militaires à la mise en œuvre et le suivi des stratégies provinciales de priorisation des poursuites grâce à un appui technique et logistique aux missions d'enquête et audiences foraines.

Les consultations populaires sur les besoins de justice ont été menées au Kasai Central (projet PAJURR) ; la même méthodologie est ainsi dupliquée pour les provinces du Kasai et du Tanganyika. Les équipes du projet entretiennent un dialogue permanent avec l'ensemble des acteurs provinciaux pour la sensibilisation sur le processus de justice transitionnelle, les droits humains et l'établissement de Commissions Provinciales Vérité et Réconciliation (CPVR).

En outre, en matière de renforcement de la cohésion sociale intra- et intercommunautaire, une évaluation des besoins des radios communautaires partenaires a été réalisée ; il est ainsi prévu très prochainement une formation des journalistes des radios communautaires sur le processus de justice transitionnelle, la cohésion sociale et la pacification.

Une étude anthropologique sur les Mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC) a été réalisée dans la province du Kasai Central (PAJURR) où plusieurs recommandations ont été formulées à l'encontre des différents acteurs pour renforcer la collaboration entre les MARC et les institutions judiciaires. Conformément à la Politique Nationale de Réforme de la Justice (PNRJ), cette étude sera dupliquée dans les provinces du Kasai et Tanganyika selon le même cadre de référence et système d'information à l'issue du processus de sélection du cabinet d'étude achevé.

De même, le processus de recrutement d'un consultant, pour mener une étude anthropologique et sociologique sur les peuples autochtones au Tanganyika afin de connaître et comprendre leur mode de vie, leurs mécanismes de gouvernances de règlement des conflits et leurs aspirations pour le développement, est également lancé.

Inclusion des jeunes, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes :

En lien avec le renforcement de la cohésion sociale intra- et intercommunautaire, le projet devra organiser une formation des journalistes sur la justice transitionnelle et consolidation de la paix et veillera à ce que les Femmes Journalistes jouent un rôle actif dans le plaidoyer social nécessaire pour soutenir les dynamiques de cohésion sociale.

Les termes de référence de l'étude anthropologique sur les mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC) accordent une attention particulière au rôle de la femme. Il s'agira de questionner ce rôle au regard de la Résolution 1325 afin de mettre en évidence la nécessité pour la femme de jouer un rôle actif dans la prévention et la transformation des conflits.

De même, les termes de référence sur l'étude anthropologique et sociologique sur les peuples autochtones au Tanganyika sont orientés de manière que dans l'analyse des modes de vie, les

mécanismes de gouvernances de règlement des conflits et les aspirations pour le développement des peuples, les rôles et les besoins spécifiques de femmes soient traçables.

L'exécution de la stratégie de priorisation des poursuites contribue directement à reconnaître et à réparer les victimes des violations des droits humains, dont les femmes sont les principales victimes.

Résultat 2 : Les communautés bénéficient de la redynamisation de l'économie locale et d'un accès amélioré aux services sociaux de base à travers le développement d'activités génératrices de revenus et la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.

Etat actuel des progrès du résultat : **OFF TRACK**

Résumé de progrès :

Les ateliers de planification conduits dans les trois provinces d'intervention ont permis d'identifier des territoires précis pour la mise en œuvre des activités du projet, en particulier celles du résultat 2. Il est prévu de pouvoir réaliser des missions de terrain afin d'identifier et de sélectionner les infrastructures communautaires à réhabiliter ainsi que de pouvoir mettre en place ou redynamiser (selon le contexte) les Comités Locaux de Paix et Développement (CLPD) qui seront en charge de faire le suivi des travaux et de la sélection définitive des bénéficiaires directs (parmi les communautés ciblées : ex-miliciens, victimes, personnes vulnérables ; en tenant compte de la dimension genre) selon des critères objectifs et transparents. Les CLPD sont des éléments essentiels pour la mise en œuvre et la pérennisation du projet et de ses résultats ; ils feront ainsi l'objet d'un renforcement de capacités techniques et opérationnelles.

Ces missions ont malheureusement été retardées en raison de la pandémie COVID-19, car elles devraient correspondre à une étape préliminaire essentielle pour le démarrage des travaux HIMO et la réintégration socioéconomique des ex-miliciens, des victimes et autres personnes vulnérables.

En outre, la réhabilitation des infrastructures communautaires s'inscrit également dans une logique de réparation des communautés affectées par les conflits ; ainsi les missions conjointes planifiées tiennent également compte de ce paramètre.

Le processus d'identification, sélection et contractualisation des partenaires de mise en œuvre (ONG) pour la réalisation et l'encadrement des travaux HIMO est en cours, notamment à travers le mapping des ONG locales démarré en fin d'année 2019, pour les 3 provinces couvertes par le projet. Le projet est mis en œuvre en étroite synergie avec les interventions de relèvement communautaire et relance de l'économie locale (Axe d'intervention 3) du projet PAJURR pour la province du Kasai Central.

En outre, les termes de référence pour le recrutement d'un consultant national en charge de l'identification et l'appui au développement/redynamisation des chaînes de valeurs et filières porteuses ont été préparés ; le processus de recrutement est lancé.

Dans la province du Tanganyika, les structures d'encadrement des jeunes pour les formations vocationnelles ont été identifiées de manière conjointe.

Ainsi, plusieurs étapes préliminaires à la mise en œuvre directe des activités et l'atteinte des résultats liés à la réintégration socioéconomique des ex-miliciens, des victimes et des personnes vulnérables des communautés sont encore en cours de réalisation. Elles devraient pouvoir être achevées dans les prochains mois. La situation COVID-19 a impacté négativement leur réalisation, en raison des restrictions de mouvement.

Inclusion des jeunes, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes :

Lors de la conduite des ateliers de planification ayant permis d'identifier des territoires précis pour la mise en œuvre des activités du projet, le projet a porté attention sur les organisations féminines à sensibiliser pour soutenir le leadership des femmes dans les Comités Locaux de Paix et Développement (CLPD) à redynamiser dans les provinces.

Le projet a identifié et sensibilisé des associations paysannes sur l'impérieuse participation des femmes dans les phases de la réalisation et l'encadrement des travaux HIMO.

Dans la province du Tanganyika, les structures d'encadrement des jeunes pour les formations vocationnelles ont été identifiées sur la base des besoins sexo-spécifiques des jeunes garçons et des jeunes filles. Ceci permettra aussi de développer des curricula de formations qui valorisent l'équité de genre dans les zones d'intervention.

Sur la cible totale de 3000 bénéficiaires des travaux HIMO, 40% sont des femmes. Le projet soutiendra le renforcement du pouvoir socioéconomique des femmes à travers l'appui aux activités génératrices de revenu.

Partie III: Questions transversales

<p><u>Suivi:</u></p> <p>Au cours du premier semestre, le projet a été approuvé par les autorités nationales et provinciales lors du Comité d'Approbation du Projet (Novembre 2019). Une mission conjointe PNUD/BCNUDH/OIM de sensibilisation et de planification a été menée dans les 3</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Non (Partiellement)</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Non</p>
--	---



<p>provinces d'intervention afin de présenter officiellement le projet et ses objectifs aux autorités, aux acteurs de la société civile et agences des Nations Unies. Cette mission a également abouti à l'élaboration des plans de travail annuels provinciaux qui ont été ensuite compilés en un plan de travail annuel présenté et validé par le Comité de Pilotage du 4 mars 2020.</p> <p>Les équipes du projet maintiennent un dialogue permanent entre elles et avec les autorités provinciales sur l'état de mise en œuvre du projet.</p> <p>Le cadre de résultat a été consolidé à travers les informations collectées par d'autres projets (données de référence et cibles) ; il a été également désagrégé par province pour effectuer un suivi spécifique par province.</p>	
<p>Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non</p>	<p>Budget pour évaluation finale: 80 000 USD</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation: N/a</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$): Peacebuilding Fund 4 500 000 (projet cohésion sociale)</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?</p>	<p>Le projet est mis en œuvre de manière spécifique dans les trois provinces d'intervention (Kasaï, Kasaï Central et Tanganyika) en fonction des contextes particuliers ; des synergies d'intervention sont faites avec le projet PAJURR.</p> <p>La mise en place de processus provinciaux de justice transitionnelle est également sujette à de nombreuses sensibilités politiques et nécessite de nombreuses actions préliminaires et dialogues avec les parties prenantes, en</p>

particulier dans des contextes politiques et sécuritaires volatiles. Ce sont également des processus ancrés sur des dynamiques de long terme, qui nécessitent de nombreuses sensibilisation, un plaidoyer permanent et un renforcement de capacités pour une bonne compréhension et appropriation des enjeux, des dynamiques et des composantes de la justice transitionnelle.

Le projet a accumulé un certain retard dans sa mise en œuvre, qui a été accentué par la pandémie COVID-19 et les mesures afférentes. Un plan de contingence global est en cours de finalisation afin de permettre la continuité/adaptation des activités d'ici la fin du mois de juin. Un plan d'accélération d'exécution du projet est également en cours de finalisation pour pouvoir réaliser rapidement les activités préliminaires et permettre la mise en œuvre des activités principales du projet à compter de la fin du mois de juin.



	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 <i>Les mécanismes de justice transitionnelle (droit à la vérité, droit à la justice, droit à la réparation et garanties de non répétition) sont rendus opérationnels et/ou renforcés dans les localités ciblées.</i>	Indicateur 1.1 <i>% de la population ayant confiance dans les mécanismes alternatifs de règlement des conflits (MARC) pour résoudre durablement leurs conflits locaux.</i>	TBD	TBD	<i>Cible 2020 : TBD</i> <i>Processus de suivi :</i> i) réalisation de l'étude anthropologique dans les provinces du Tanganyika et du Kasai ; ii) réalisation de sondages de perception auprès des populations.	OFF TRACK i) Dans le cadre du projet PAJURR, l'étude anthropologique réalisée sur les MARC en 2019 (projet PAJURR) a montré que les communautés avaient une très grande confiance dans les MARC, en particulier dans les chefs de village (89,7%) pour la résolution de leurs conflits (excepté lorsque cela implique un agent de l'Etat).	Besoin de réaliser l'étude de base pour pouvoir déterminer des cibles annuelles provinciales fiables. Les termes de référence pour l'étude anthropologique sur les MARC dans les provinces du Kasai et du Tanganyika sont élaborés ; le processus de sélection du cabinet d'étude est en cours.
	Indicateur 1.2 <i>% de la population estimant que le niveau de paix dans le quartier/village</i>	TBD	TBD	<i>Cible 2020 : TBD</i> <i>Processus de suivi :</i> i) analyse régulière des dynamiques de conflit et partage d'informations continu avec la MONUSCO	OFF TRACK i) Au vu des analyses et informations partagées, la situation varie d'une province à l'autre. En effet, les provinces du Kasai et Kasai Central semblent bénéficier d'une	Besoin de réaliser l'étude de base pour pouvoir déterminer des cibles annuelles provinciales fiables.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	<i>est beaucoup/extrême.</i>			(notamment SSU) ; ii) sondage de perception.	certaine stabilisation et pacification. Même si les tensions intra- et intercommunautaires sont encore latentes en raison de la précarité économique de nombreuses personnes, de l'absence de perspectives socioéconomiques durables pour les jeunes et l'arrivée toujours massive de 'refoulés d'Angola'. Ainsi, certaines milices seraient en train de se reconstituer. La situation au Tanganyika est particulièrement préoccupante avec plusieurs conflits 'ouverts' entre les communautés Twas et Bantoues, en particulier dans le territoire de Nyunzu.	Le processus de contractualisation avec les universités provinciales pour la collecte de données a connu du retard. La pandémie COVID-19 a également impacté le déploiement d'équipes pour la réalisation des sondages.
	Indicateur 1.3 <i>Nombre et nature des mécanismes de la justice transitionnelle qui sont opérationnels</i>	3 (Institutions judiciaires pour le volet lutte contre l'impunité).	9 (institutions judiciaires; CVR; programme de réparations).	Cible 2020 : 4 (3 Institutions judiciaires pour le volet lutte contre l'impunité ; 1 CVR) Processus de suivi : i) Dialogue permanent avec les autorités	ON TRACK i). Les institutions judiciaires en charge de la lutte contre l'impunité sont opérationnelles dans les trois provinces d'intervention. Une	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	<i>dans les localités ciblées.</i>			judiciaires pour un appui technique et opérationnel ; ii) Plaidoyer et dialogue permanent avec les autorités provinciales du Kasai Central pour la mise en place de la CVR ; iii) réalisation des consultations populaires et analyse des recommandations pour les provinces du Kasai et du Tanganyika.	stratégie provinciale de priorisation des poursuites a été définie pour orienter et guider leurs interventions en matière de lutte contre l'impunité. ii). Basé sur les résultats enregistrés dans le cadre du projet PAJURR, le processus d'établissement d'une Commission Provinciale Vérité et Réconciliation au Kasai Central est en cours à travers la validation du rapport des consultations populaires et les actions de plaidoyer menées.	
Produit 1.1 Les connaissances de la population sur les mécanismes de justice transitionnelle sont renforcées et	Indicateur 1.1.1 Nombre et Type de besoins de JT identifié dans les populations ciblées.	1 état des lieux réalisé. au Kasai Central (Rapport PAJURR 2019).	3 états des lieux.	Cible 2020 : 3 états des lieux réalisés et validés Processus de suivi : i) suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport des consultations populaires menées au Kasai Central ; ii) élaboration et validation des termes de référence	ON TRACK i) 1 état des lieux a été réalisé dans le cadre du projet PAJURR au Kasai Central. Il a été adopté et validé par les autorités provinciales. Un dialogue régulier est effectué pour son suivi et l'exécution des recommandations formulées.	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
les besoins en matière de justice des populations sont identifiés.				et de la méthodologie ainsi que des autres étapes préliminaires pour la réalisation des consultations populaires dans les provinces du Kasai et du Tanganyika ; iii) déploiement des équipes et réalisation des consultations populaires ; iv) élaboration du rapport et validation par les autorités provinciales.	ii) Les termes de référence et la méthodologie sont en cours d'adaptation pour les provinces du Kasai et du Tanganyika en tenant compte des spécificités contextuelles.	
	Indicateur 1.1.2 Nombre d'états des lieux par province et niveau local sur la justice transitionnelle et résolutions des conflits réalisés.	1 état des lieux réalisé au Kasai Central (Rapport PAJURR 2019).	3 états des lieux réalisés.	Cible 2020 : 3 états des lieux réalisés et validés Processus de suivi : i) suivi de la mise en œuvre des recommandations du rapport des consultations populaires menées au Kasai Central ; ii) élaboration et validation des termes de référence et de la méthodologie ainsi que des autres étapes préliminaires pour la réalisation des consultations populaires dans les provinces du	ON TRACK i) 1 état des lieux a été réalisé dans le cadre du projet PAJURR au Kasai Central. Il a été adopté et validé par les autorités provinciales. ii) Les termes de référence et la méthodologie sont en cours d'adaptation pour les provinces du Kasai et du Tanganyika en tenant compte des spécificités contextuelles.	



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				Kasaï et du Tanganyika ; iii) déploiement des équipes et réalisation des consultations populaires ; iv) élaboration du rapport et validation par les autorités provinciales.		
	Indicateur 1.1.3 % des acteurs ciblés ayant une connaissance améliorée des mécanismes de justice transitionnelle.	0% (Rapport PAJURR 2019)	50%	Cible 2020 : 30% Processus de suivi : i) identification des acteurs à cibler prioritairement pour le renforcement de capacités sur les thématiques de justice transitionnelle ; ii) organisation de sessions de formations et autres sensibilisations sur les mécanismes de JT.	ON TRACK i) Le projet prévoit de pouvoir sensibiliser les autorités et les acteurs de la société civile sur le processus de justice transitionnelle, ses enjeux et ses dilemmes. ii) Pour le moment, aucune session de renforcement de capacité ou ateliers de réflexion n'a été organisée dans les provinces ; cependant un dialogue permanent est maintenu à travers les experts sur le terrain. Une session de formation est prévue prochainement (TDR	Pour le moment, cette activité s'est résumée à un dialogue permanent avec les autorités et la société civile sur le processus de justice transitionnelle et ses enjeux. La pandémie COVID-19 a demandé une adaptation des activités de sensibilisation et de formation en raison des mesures de distanciation sociale.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					approuvés) sur la justice transitionnelle en faveur de 10/12 personnes.	
Produit 1.2 L'efficacité de la lutte contre l'impunité est améliorée grâce au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs judiciaires.	Indicateur 1.2.1 % de la population inclus les démobilisés volontaires ayant confiance dans les institutions judiciaires civiles et militaires.	TBD	TBD	<i>Cible 2020</i> : TBD <i>Processus de suivi</i> : i) réalisation de l'étude anthropologique dans les provinces du Tanganyika et du Kasai ; ii) réalisation des sondages de perception auprès des populations.	OFF TRACK i) Dans le cadre du projet PAJURR, l'étude anthropologique réalisée sur les MARC au Kasai Central en 2019 a montré que les communautés n'ont pas du tout ou peu confiance dans les institutions judiciaires pour la résolution de leurs litiges (+/-56%). Cette méfiance s'explique essentiellement par l'accès difficile aux juridictions physiquement (absence d'infrastructures), socialement (langage différent ; faible connaissance et compréhension des règles et procédures judiciaires...) et financièrement (coûts élevés ; corruption).	Besoin de réaliser l'étude de base pour pouvoir déterminer des cibles annuelles provinciales fiables. Processus de contractualisation avec les universités provinciales pour la collecte de données a connu du retard. La pandémie COVID-19 a également impacté le déploiement d'équipes pour la réalisation des sondages.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.2.2 Nombre de décisions judiciaires (désagrégées par type de décisions) rendues dans le cadre de dossiers de crimes internationaux et graves violations des droits de l'homme.	0 (Rapport PAJURR 2019).	5 décisions judiciaires sont rendues dans le cadre de crimes internationaux et violations graves des DH.	Cible 2020 : 3 décisions judiciaires rendues au premier degré <i>Processus de suivi :</i> i) suivi et coordination de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites ; ii) au Kasai Central, 4 dossiers sont en cours de procès ou en fixation, 3 décisions judiciaires pourraient être rendues en 2020 par les autorités judiciaires.	ON TRACK i) Toutes les provinces sont dotées d'une stratégie provinciale de priorisation des poursuites avec respectivement 14 dossiers prioritaires au Kasai Central et 5 dossiers prioritaires au Tanganyika. ii) Au Kasai Central, deux dossiers prioritaires sont en cours de procès devant la Cour Militaire ; il peut donc être espéré deux décisions judiciaires prochainement. De même, deux autres dossiers sont en fixation. Au Tanganyika, tous les dossiers sont en phase pré-juridictionnelle. Pas de décision attendue en 2020.	Pour le moment, en raison de la pandémie COVID-19, les audiences sont suspendues.
	Indicateur 1.2.3 : % de dossiers prioritaires ayant fait l'objet d'un	0% (Au total il y a 14 dossiers prioritaires	68% (13 dossiers prioritaires font l'objet	Cible 2020 : 47% des dossiers prioritaires font l'objet d'un traitement judiciaire soit 9 dossiers	ON TRACK i). Les cadres de coordination provinciaux permettent de faire le	Pour le moment, en raison de la pandémie COVID-19, les audiences sont



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	traitement judiciaire (désagrégé par étapes d'instruction).	au Kasai Central & 5 au Tanganyika).	d'un traitement judiciaire).	prioritaires connaissent des avancées. <i>Processus de suivi</i> : i) suivi et coordination et coordination de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites ; ii) appui aux missions d'enquête et audiences foraines dans le cadre des dossiers prioritaires (7 dossiers au Kasai Central ; 2 dossiers au Tanganyika).	suivi de l'exécution des stratégies provinciales de priorisation des poursuites et de coordonner et planifier les missions d'enquête et audiences foraines, nécessaire pour l'avancement dans le traitement judiciaire des dossiers. ii). Pour le moment, une demande d'appui pour une mission d'enquête a été reçue.	suspendues ainsi que les missions d'enquête.
	Indicateur 1.2.4 : Nombre de magistrats civils et militaires formés en matière de poursuites des crimes internationaux.	26 avocats formés en droit pénal international au Kasai Central (rapport PAJURR 2019).	101 personnels judiciaires (magistrats, avocats, greffiers) bénéficient de renforcement de capacités techniques en matière de	Cible 2020 : 76 personnels judiciaires formés sur les poursuites des crimes internationaux (Tanganyika & Kasai). <i>Processus de suivi</i> : i) identification du personnel judiciaire à former et des thématiques de formation ; ii)	OFF TRACK i). Aucune activité de formation n'a été réalisée au cours du premier semestre ; elles seront planifiées pour le deuxième semestre. Cependant, des réflexions sont menées à Kinshasa pour un appui structurel en matière de	Pour le moment, en raison de la pandémie COVID-19, les sessions de formations sont suspendues ; cela nécessite une adaptation des modalités d'exécution des formations.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
			droit international pénal.	organisation en collaboration avec INAFORJ et CSM les ateliers de formation dans les provinces.	renforcement des capacités des personnels judiciaires sur le droit international pénal à travers l'INAFORJ. En effet, cela permettrait d'assurer la pérennisation des connaissances acquises et leur utilisation – sortir de la logique des formations ad hoc.	
	Indicateur 1.2.5 : % d'acquisition des connaissances lors des formations notamment sur le droit de la défense qui est garanti aux démobilisés volontaires.	65% d'acquisition de connaissance (formation des avocats au Kasai Central).	65% d'acquisition de connaissance lors des formations	2020 : 65% d'acquisition de connaissance lors des formations. <i>Processus de suivi :</i> i) organisation des formations en faveur du personnel judiciaire ; ii) analyse des pré-tests et post-tests.	OFF TRACK i) Aucune activité de formation n'a été réalisée au cours du premier semestre ; elles seront planifiées pour le deuxième semestre.	Pour le moment, en raison de la pandémie COVID-19, les sessions de formations sont suspendues ; cela nécessite une adaptation des modalités d'exécution des formations.
Produit 1.3 Le processus de réconciliation est amorcé à travers	Indicateur 1.3.1 : Nombre des individus désagrégés par fonctions sociales (leader	0 (Rapport PAJURR 2019).	TBD	2020 : TBD <i>Processus de suivi :</i> i) identification des acteurs à sensibiliser ; ii) organisations d'activités de sensibilisation.	OFF TRACK i). Aucune activité de sensibilisation sur les Commissions provinciales Vérité et Réconciliation menée au cours de ce semestre.	Pour le moment, en raison de la pandémie COVID-19, les sessions de sensibilisation sont suspendues ; cela nécessite une adaptation



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes milestone	d'indicateur/ Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
la mise en place de Commissions Vérité et Réconciliation (CVR) au niveau provincial	communautaire ; politique ; forces de sécurité ; démobilisés volontaires...) ainsi que les démobilisés volontaires ayant été sensibilisés sur les Commissions Provinciales Vérité et Réconciliation.				<p>Cependant, un dialogue permanent est mené avec les autorités et la société civile sur le processus de justice transitionnelle. Au Kasai Central, un suivi régulier est effectué quant à la mise en œuvre des recommandations issues des consultations populaires.</p> <p>ii) Les activités préparatoires à la réalisation des consultations populaires au Kasai et Tanganyika sont en cours d'élaboration ; il s'agit notamment de sensibilisation des communautés, des autorités, de la société civile sur ce processus.</p>	des modalités d'exécution des formations.
	Indicateur 1.3.2 Nombre de Commissions Provinciales Vérité et Réconciliation mises en place.	0 (Rapport PAJURR 2019).	3 CVR sont mises en place.	2020 : 1 CVR est mise en place au Kasai Central (officialisation).	OFF TRACK i) Il s'agit d'un processus particulièrement sensible nécessitant des étapes préliminaires, notamment l'élaboration et la validation par les autorités politiques provinciales et nationales	La mise en place d'une Commission Provinciale Vérité, Justice et Réconciliation ainsi que l'établissement de processus de justice transitionnelle correspondent à des



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
				réalisation des consultations populaires et publication du rapport.	des rapports de consultations populaires. Ce processus nécessite de nombreuses actions de plaidoyer et un engagement politique et stratégique au plus haut niveau pour sa réalisation.	processus de long terme nécessitant de nombreuses actions de plaidoyer et un engagement fort des autorités et de la société civile.
Produit 1.4 Les capacités des mécanismes alternatifs de règlement de conflits sont renforcées pour améliorer la résolution durable des conflits locaux en conformité avec les principes fondamentaux des droits de l'homme	Indicateur 1.4.1 Niveau de reconnaissance des décisions des MARC par la population et par les autorités judiciaires et politiques.	TBD	TBD	<i>Cible 2020</i> : TBD <i>Processus de suivi</i> : i) réalisation de l'étude anthropologique dans les provinces du Tanganyika et du Kasai ; ii) poursuite des réflexions quant aux mécanismes/passerelles de collaboration entre les MARC et les autorités judiciaires.	OFF TRACK i) Dans le cadre du projet PAJURR, l'étude anthropologique réalisée sur les MARC au Kasai Central a mis en exergue le rôle joué par les MARC dans la résolution pacifique des conflits, surtout qu'ils bénéficient d'une forte confiance de la part de la population, contrairement aux institutions judiciaires. Cette étude sera dupliquée au Tanganyika et Kasai à travers la reprise de la même méthodologie et du cadre de référence ainsi que du système d'information. Le processus	La pandémie COVID-19 a retardé la contractualisation avec le cabinet d'étude pour l'étude sur les MARC. En alignement sur la PNRJ et son Plan d'Action Prioritaire (PAP), il s'agit de lancer un processus de réflexion sur le rôle des MARC et la collaboration avec les juridictions selon une approche institutionnelle et structurelle, et non



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Étapes milestone	d'indicateur/ Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					<p>d'identification du cabinet d'étude est en cours.</p> <p>ii) Alignée sur la PNRJ, l'étude montre également la nécessité de développer des passerelles de collaboration entre les MARC et les autorités judiciaires, notamment en raison de défis liés aux compétences judiciaires limitées et à l'accès à la justice.</p>	<p>seulement selon une approche ad hoc. Le processus est donc à long terme.</p>
	<p>Indicateur 1.4.2 % des individus qui estiment que leurs relations avec les membres de leurs communautés, y compris les démobilisés, volontaires, sont bonnes/très bonnes.</p>	TBD	TBD	<p><i>Cible 2020</i> : TBD</p> <p><i>Processus de suivi</i> : i) analyse régulière des dynamiques de conflit et partage d'informations continu avec la MONUSCO (notamment SSU) ; ii) réalisation des sondages de perception auprès des communautés.</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) Les provinces du Kasai et Kasai Central semblent bénéficier d'une certaine stabilisation et pacification, même si les tensions intra- et intercommunautaires sont encore latentes. Cependant la province du Tanganyika est toujours en proie à de nombreux affrontements violents opposants les communautés Twas et</p>	<p>Besoin de réaliser l'étude de base pour pouvoir déterminer des cibles annuelles provinciales fiables.</p> <p>Processus de contractualisation avec les universités provinciales pour la collecte de données a connu du retard. La</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					Bantoues, en particulier dans le territoire de Nyunzu.	pandémie COVID-19 a également impacté le déploiement d'équipes pour la réalisation des sondages.
	Indicateur 1.4.3 : Nombre d'individus inclus les démobilisés volontaires (désagrégé par sexe) ayant bénéficié d'une assistance (désagrégé par catégories)	538 victimes (Kasaï Central ; Rapport PAJURR 2019).	1175 (1050 victimes ; 25 personnes déférées devant la justice; 100 personnes en détention).	<p>Cible 2020 : 535 individus</p> <p>Kasaï Central : 435 individus – (400 victimes ; 10 personnes poursuivies ; 25 personnes en détention)</p> <p>Kasaï : 25 individus (25 personnes en détention)</p> <p>Tanganyika : 75 individus (75 victimes)</p> <p>Processus de suivi : i) accompagnement des victimes et témoins lors des missions d'enquête ; ii) réalisation de missions d'inspection dans les établissements pénitentiaires ; iii) appui à l'assistance judiciaire des prévenus (droit à la défense).</p>	OFF TRACK i) Aucune activité réalisée dans ce sens.	<p>Les juridictions font face à de nombreux défis logistiques et un déficit de ressources humaines qui ne leur permet pas de poursuivre plusieurs dossiers en même temps.</p> <p>La pandémie à Covid-19 a aggravé le retard dans les missions d'enquête et audiences foraines planifiées durant le semestre en cours.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.4.4 : Nombre d'espaces de dialogue mis en place et de mécanismes renforcés.	0	6	<p>Cible 2020 : 6 – processus de redynamisation de 4 comités locaux de gestion des conflits (Kasaï Central), d'une plateforme de dialogue inclusif intercommunautaire (Kasaï) et de la Commission Paix, Médiation et Développement (Tanganyika).</p> <p>Processus de suivi : i) identification des mécanismes et des acteurs ; ii) actions de renforcement de capacités de ces mécanismes.</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) Aucune activité menée dans ce sens.</p>	<p>Compte tenu des mesures de restrictions liées à la pandémie COVID-19, les ateliers et autres activités collectives doivent être adaptées.</p> <p>Des études préliminaires sur les mécanismes ciblés doivent également être menées.</p>
	Indicateur 1.4.5 : % de jeunes hommes et femmes y compris les démobilisés volontaires (désagrégé) ayant affirmé un	0%	40%	<p>Cible 2020 : TBD</p> <p>Processus de suivi : i) organisation d'activités en faveur de la cohésion sociale ; ii) évaluation de l'impact de ces activités.</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) Aucune activité réalisée dans ce sens.</p>	<p>Compte tenu des mesures de restrictions liées à la pandémie COVID-19, les ateliers et autres activités collectives doivent être adaptées.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	changement de perception / comportement après avoir participé aux activités récréatives.					
	Indicateur 1.4.6 : % de populations sensibilisées à travers des activités d'information, d'éducation et de communication via les radios communautaires	TBD (Des émissions ont été produites et diffusées dans le Kasai Central)	TBD	<i>Cible 2020</i> : TBD <i>Processus de suivi</i> : i) identification des radios communautaires partenaires et de leurs besoins; ii) formations des journalistes des radios communautaires sur les thématiques du projet ; iii) production et diffusion de programmes sur les thématiques de la paix, réconciliation, justice transitionnelle...	ON TRACK i) Une évaluation des besoins a été réalisée auprès des radios communautaires du Tanganyika. ii). Les termes de référence pour le renforcement des capacités des journalistes.	
Résultat 2	Indicateur 2.1 <i>Nombre de Plans Locaux de</i>	2 (Plan de Développement)	12 (2 Plan de Développement Provinciaux;	<i>Cible 2020</i> : 3 Plans de Développement provinciaux élaborés ; et 10 Plans de	OFF TRACK	Résultat dépendant de la réalisation d'activités préliminaires à ce jour



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
<p><i>Les communautés bénéficient de la redynamisation de l'économie locale et d'un accès amélioré aux services sociaux de base à travers le développement d'activités génératrices de revenus et la réhabilitation d'infrastructures communautaires prioritaires.</i></p>	<p><i>Développement appuyés.</i></p>	<p>Provincial Tanganyika; Plan de Développement Provincial Kasai Central).</p>	<p>10 Plans Locaux de Développement t)</p>	<p>Développement Locaux en cours d'élaboration.</p> <p>Processus de suivi : i) suivi de la mise en œuvre des plans de développement provinciaux ; ii) mise en place et opérationnalisation des CLPD ; iii) renforcement des capacités des acteurs des CLPD en matière de planification ; iv) appui à l'élaboration d'un plan de développement local.</p>	<p>i) Les provinces du Tanganyika et du Kasai Central disposent de plans de développement provinciaux adoptés et validés par les autorités provinciales et servent de guide pour les interventions en matière de développement.</p>	<p>La pandémie COVID-19 explique le non tenu de certaines activités du projet</p>
	<p>Indicateur 2.2 <i>Nombre de démobilisés volontaires, retournés et membres des communautés locales embauchés dans le HIMO par provinces</i></p>	<p>0 (Rapport PAJURR 2019)</p>	<p>3000 (dont 1200 femmes) individus sont sélectionnés pour les travaux HIMO.</p>	<p>Cible 2020 : 3 000 individus (dont 1 200 femmes) sont sélectionnés pour les travaux HIMO : Kasai Central : 800 (dont 320 femmes) ; Kasai : 1 000 (dont 400 femmes) ; Tanganyika : 1 200 (dont 480 femmes).</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i) Le processus de sélection des bénéficiaires doit encore être mené à la suite de l'identification des infrastructures communautaires à réhabiliter (mission conjointe avec les autorités provinciales) et de la contractualisation avec les ONG de mise en œuvre.</p>	<p>En raison de la pandémie de COVID, ces activités ont été reportées.</p>



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	(désagrégé par sexe).			Processus de suivi : i) identification conjointe des localités spécifiques d'intervention et infrastructures communautaires à réhabiliter ; ii) sélection et contractualisation avec les ONG locales de mise en œuvre ; iii) identification et sélection des bénéficiaires selon des critères transparents et objectifs ; iv) démarrage effectif des travaux HIMO.	Cette sélection se fera à travers les CLDP selon des critères objectifs, transparents et définis consensuellement avec l'ensemble des parties prenantes. Les ex-miliciens, les victimes et les personnes vulnérables seront parmi les bénéficiaires des travaux HIMO ; avec une attention particulière à la participation des femmes et des jeunes.	
	Indicateur 2.3 Nombre de démobilisés volontaires et autres personnes impliquées dans les AGR pour la relance d'une économie durable.	0 (Rapport PAJURR 2019).	2500 bénéficiaires des travaux HIMO ont développé des AGR	Cible 2020 : 0 Processus de suivi : i) Réalisation de la première phase (HIMO & épargne) ; ii) identification des individus volontaires à l'appui pour le développement d'AGR.	OFF TRACK i) Aucune activité menée encore dans la première phase. ii) Sur les 3 000 individus bénéficiaires des travaux HIMO, les volontaires seront identifiés pour bénéficier d'un accompagnement pour le développement d'activités génératrices de revenus.	La pandémie COVID-19 explique le retard dans la réalisation de ces activités



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 2.1 Les capacités des communautés d'accueil et affectées par les conflits sont améliorées pour répondre aux besoins communautaires en matière de services de base et de cohésion sociale et intercommunautaire.	Indicateur 2.1.1 Nombre de comités Locaux de Développement installés et renforcés.	40 (Kasaï Central ; Rapport PAJURR 2019).	46 CLPD installés et renforcés.	Cible 2020 : 46 CLPD installés Kasaï Central : 40 CLPD (issus de PAJURR) ; Kasaï : 3 CLPD Tanganyika : 3 CLPD Processus de suivi : i) identification des localités spécifiques d'intervention ; ii) mise en place des CLDP ; iii) renforcement des capacités des CLPD.	OFF TRACK i) Le projet PAJURR poursuit ses activités liées à la mise en place et renforcement des 40 CLPD. Les missions d'identification des localités spécifiques doivent être réalisées comme étape préliminaire.	La pandémie COVID-19 explique ce retard
	Indicateur 2.1.2 Nombre/Type d'acteurs dont les capacités en matière d'audit social et d'analyse basés sur les droits de l'homme ont été renforcées.	TBD	TBD	Cible 2020 : TBD Processus de suivi : i) mise en place des CLPD ; ii) activités de renforcement de capacités des membres en matière d'audit social.	OFF TRACK i) Il est d'abord nécessaire de pouvoir identifier les localités précises d'intervention et de mettre en place les CLPD.	La pandémie COVID-19 explique ce retard
	Indicateur 2.1.3 : Nombre/Type	7 (Kasaï Central ;	16 infrastructures	Cible 2020 : 16 infrastructures identifiées :	OFF TRACK	La pandémie COVID-19 a conduit à des



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	d'infrastructures/services de base identifiés.	Rapport PAJURR 2019).	communautaires identifiées.	<p>Kasai Central : 10 infrastructures communautaires identifiées (7 déjà avec PAJURR) ;</p> <p>Kasai : 3 infrastructures communautaires identifiées ;</p> <p>Tanganyika : 3 infrastructures communautaires identifiées.</p> <p>Processus de suivi : i) mission conjointe avec les autorités provinciales pour l'identification des localités spécifiques et des infrastructures communautaires ; ii) démarrage des travaux HIMO.</p>	<p>i) Des missions conjointes avec les autorités administratives provinciales doivent être réalisées pour identifier les localités spécifiques d'intervention et les infrastructures à réhabiliter via les travaux HIMO.</p> <p>En raison de la nécessité d'avoir une forte intensité de main d'œuvre et une relative faible expertise, les routes de dessertes agricoles et les ponts sont très souvent privilégiés pour leur réhabilitation permettant un meilleur écoulement des produits.</p>	restrictions de mouvements empêchant les missions d'identification des localités d'interventions et des infrastructures à réhabiliter
Produit 2.2 La réintégration socio-économique des groupes	Indicateur 2.2.1 Volume d'emplois créés par province dans le HIMO (désagrégé par catégories : victimes ;démobilis	0 (Rapport PAJURR 2019).	240 000 H/J (3 000 individus travaillant 80 jours).	<p>Cible 2020 : 240 000 H/J (3 000 individus travaillant 80 jours) :</p> <p>Kasai Central : 64 000 H/J ;</p> <p>Kasai : 80 000 H/J ;</p> <p>Tanganyika : 96 000 H/J.</p>	<p>OFF TRACK</p> <p>i). Des missions conjointes avec les autorités administratives provinciales doivent être réalisées pour identifier les localités spécifiques d'intervention et les</p>	Résultat dépendant de la réalisation d'activités préliminaires (missions conjointes d'identification et processus de sélection des bénéficiaires) à ce



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
vulnérables est améliorée par la création d'emploi et d'opportunités en faveur des populations cibles et la réhabilitation d'infrastructures communautaires.	és volontaires ; homme ; femmes).			<i>Processus de suivi</i> : i) identification des localités spécifiques d'intervention et infrastructures communautaires à réhabiliter ; ii) identification et sélection des bénéficiaires selon des critères transparents et objectifs ; iii) démarrage effectif des travaux HIMO	infrastructures à réhabiliter via les travaux HIMO. ii) Le processus de sélection des bénéficiaires doit encore être conduit à travers les CLDP selon des critères objectifs, transparents et définis consensuellement avec l'ensemble des parties prenantes.	jour non réalisées en raison des restrictions de mouvements imposées par le Gouvernement congolais en réponse à la pandémie de COVID-19
	Indicateur 2.2.2 Nombre d'emplois créés à travers les AGR (désagrégé par catégories: victimes; démobilisés volontaires ; homme ; femmes).	0	2700	<i>Cible 2020</i> : 0 <i>Processus de suivi</i> : i) Réalisation de la première phase (HIMO & épargne); ii) identification des individus volontaires à l'appui pour le développement d'AGR ; iii) identification des AGR porteuses et accompagnement des bénéficiaires ; iv) évaluation de l'impact des AGR.	OFF TRACK i). Aucune activité menée encore dans la première phase.	La pandémie COVID-19 explique ce retard
	Indicateur 2.2.3 : Nombre de centres d'apprentissage aux	0	3 centres d'apprentissage sont	<i>Cible 2020</i> : 3 centres d'apprentissage sont réhabilités	OFF TRACK	La pandémie COVID-19 a conduit à des restrictions de



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	métiers construits et équipés pour jeunes filles et jeunes garçons tout en indiquant les démobilisés volontaires.		réhabilités pour un accueil temporaire.	pour un accueil temporaire (1 par province). <i>Processus de suivi</i> : i) identification des structures de centre d'apprentissage ; ii) réhabilitation si nécessaire ; iii) activités de formation en faveur des jeunes.	i) Une mission d'identification et d'état des lieux des structures d'encadrement des jeunes à travers des formations vocationnelles en petit métier a été menée au Tanganyika.	mouvements empêchant les missions d'identification et d'état des lieux des centres d'apprentissage.
Produit 2.3 La durabilité des AGR est assurée à travers la formation des bénéficiaires, la dotation des équipements et la réhabilitation	Indicateur 2.3.1 Nombre de jeunes formés aux métiers porteurs (désagrégé par catégories : victimes ; démobilisés volontaires ; homme ; femmes).	0	300 jeunes formés aux métiers porteurs.	<i>Cible 2020</i> : 300 jeunes identifiés : <i>Kasai Central</i> : 80 ; <i>Kasai</i> : 100 ; <i>Tanganyika</i> : 120. <i>Processus de suivi</i> : i) réalisation de la première phase (HIMO & épargne) ; ii) identification des jeunes volontaires pour une formation en petit métier ; iii) identification des formations pour des métiers porteurs.	OFF TRACK i) Aucune activité menée encore dans la première phase.	La pandémie COVID-19 explique ce retard



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
d'infrastructures de transport et de stockage	Indicateur 2.3.2 Nombre de chaines de valeurs renforcées.	0	3 chaines de valeurs renforcées.	Cible 2020 : 3 chaines de valeurs identifiées et analysées. Processus de suivi : i) recrutement de consultants pour l'identification et analyses des chaines de valeur ; ii) identification des potentielles interventions à mener pour le renforcement de ces chaines de valeur.	ON TRACK i). Les termes de référence pour le recrutement d'un consultant en charge de l'identification et analyse des chaines de valeur dans les provinces sont en cours d'élaboration.	